

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCY VOID VAUCOULEURS
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 23 juin 2022

Objet : Périmètre de bassin de mobilité

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-trois juin, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le dix-sept juin deux mille vingt-deux, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Commercy

Etaient présents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : DELAMARCHE Carole, LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, MARCHAND Martine, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : DAL ZOTTO Véronique suppléante de FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérouville** : PORTEU Brigitte ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu suppléant de SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, HOCQUART Clothilde, FAVE Francis ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie, THIRY Nathalie

Absents : **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Commercy** : CAHU Gérald , GENIN Jessica, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Lérouville** : HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Lérouville** : HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine, GUERILLOT Virginie ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David, LECLERC Madeleine ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

Fabienne ANTOINE de Dominique CAUMIREY, Francis LECLERC de PETITJEAN Joël, Francis LECLERC de Dominique WAGNER, Jean-Pierre LIGIER de Nicolas LAFROGNE, Philippe LARDE de Reynald GRUYER, Michel MOUSTY de Claude HUMBERT, Brigitte PORTEU de Alain VIZOT, Jean-Marie TRAMBLOY de Michel BISSINGER , Gilles ETIENNE de Didier DUVAL ; Michel BIZARD de Dominique WENTZ, Jérôme LEFEVRE de Angélique GENART, Jacques FURLAN de Claude KAISER, Elise THIRIOT de Gérald CAHU, Benoit REYRE de Philippe ROCHAT, Sophie KOUDLANSKI de Franck MARTIN, Gilles ETIENNE de Stéphanie BELMONT, Alain GEOFFROY de Ghislaine DI RISIO, Francis FAVE de Virginie GUERILLOT

Secrétaire de séance : DAL ZOTTO Véronique

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 47

Nombre de pouvoirs : 18

Nombre de suffrages exprimés : 65

VOTES : Pour : 65 - Contre : 0 – Abstention : 0

Objet : Périmètre de bassin de mobilité

23/06/2022 Délibération n°77-2022

La Loi d'orientation des mobilités (LOM) de 2019 a confié aux Régions un rôle de chef de file pour faciliter l'intermodalité et la mise en cohérence des politiques de mobilités avec les autorités organisatrices des mobilités (AOM) locales, à l'échelle d'un « bassin de mobilité ».

La délimitation du bassin de mobilité revient à la Région, en concertation avec les AOM, les Départements, les syndicats mixtes de transport dit « SRU » et les EPCI pour lesquels la Région est AOM locale par substitution.

Le principe des bassins de mobilité est d'établir un périmètre de coordination entre la Région et les AOM afin d'apporter un système de mobilité efficient du point de vue de l'utilisateur.

Les périmètres de bassin de mobilité proposés doivent correspondre à des unités cohérentes du point de vue des mobilités quotidiennes.

Il s'agira d'un espace de coopération où les AOM vont dialoguer et faire progresser l'articulation des offres de services et l'intermodalité, tout en étant le cadre d'un contrat opérationnel de mobilité, au sein duquel la Région va prendre des engagements pour le cofinancement de projets.

Territoires membres : ce sont les territoires qui seront signataires du contrat de bassin.

Chaque territoire ne signera qu'un seul contrat de bassin.

Territoires associés : ce sont des territoires (du Grand Est ou extérieurs) qui ont des liens de mobilité forts avec le bassin. Ils seront invités aux instances de travail du bassin sans être signataires du contrat de bassin.

Au sein de chaque bassin :

- un comité de bassin : pour échanger, pour partager la connaissance mutuelle des projets locaux, pour définir les axes à travailler en coopération au sein du bassin, pour définir les territoires à associer aux travaux
- un contrat opérationnel de mobilité : feuille de route mobilité du territoire socle commun partagé (charte des mobilités) objectifs territorialisés (chaque bassin a des spécificités et des besoins différents), pour soutenir et organiser la coopération et le portage collectif de projets, pour réussir les montées en compétences de chacun pour réussir les jointures des réseaux, pour éclairer, partager et diffuser les bonnes pratiques

Il est conclu par la Région, avec les principaux acteurs de la mobilité sur le territoire.

Sont obligatoirement au contrat :

- les AOM
- les syndicats mixtes dit « SRU »
- les départements
- les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôle d'échanges multimodaux

Les 11 bassins de mobilités préfigurés par la région sont :

Ardennes-Nord Champagne / Sud Champagne / Nord Alsace / Sud Alsace / Metz Longwy Thionville / Sud Haute Marne / Vosges / Sud Meurthe et Moselle / Perthois Barrois / Moselle est Sarre / Verdunois

Dans cette proposition de la Région, le territoire de la CC CVV est rattaché au sud 54 (multi pôle Nancy Sud Lorraine).

La commission mobilité émet un avis favorable à cette préfiguration qui semble plutôt cohérente du point de vue des mobilités quotidiennes et propose de demander à être associé au bassin Vosges (Neufchâteau) et au bassin Perthois Barrois (Ligny en Barrois, Bar le Duc)

Il est demandé au Conseil de se prononcer sur cette proposition de la Région.

Après exposé du Vice-Président

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, :

- **EMET** un avis favorable à la proposition de la Région Grand Est concernant le bassin de mobilité
- **DEMANDE** à être associé au bassin Vosges et au bassin Perthois Barrois,
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président


Francis LECLERC

Date de convocation : 17/06/2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.